

ÉDITORIAL

MARCEL JOLLIVET, JEAN-MARIE LEGAY et GÉRARD MÉGIE

« *Natures, sciences, sociétés* » : enjeux

On a longtemps regretté qu'une revue telle que *Natures, sciences, sociétés* n'existât pas. Les chercheurs qui se sont trouvés impliqués dans des programmes interdisciplinaires, se sont souvent plaints de ne pas pouvoir publier des articles ne correspondant pas aux critères habituels des revues spécialisées. On pouvait regretter par ailleurs que les résultats des recherches interdisciplinaires ne fussent pas valorisés comme ils auraient dû l'être et qu'il en résultât un blocage dans la réflexion scientifique qu'ils devaient produire et donc, dans leur progression. Depuis les années soixante-dix auxquelles correspond ce constat de départ, deux évolutions se sont produites, qui ont rendu la création d'une telle revue envisageable et, en fin de compte, possible.

En premier lieu, l'évolution des rapports entre la recherche et la société a contribué à faire sortir les recherches interdisciplinaires de leur "marginalité" initiale. La référence à la "demande sociale" dans la programmation scientifique, voire dans la conduite de recherches précises, est devenue un lieu commun et souvent une obligation. Et cette quête d'une recherche "utile", se transforme presque automatiquement en une revendication – ou une prescription – d'interdisciplinarité. L'incertitude appelle l'aide à la décision, l'aide à la décision met

face à la complexité, l'analyse des systèmes complexes requiert l'interdisciplinarité.

La deuxième évolution concerne les organismes de recherche eux-mêmes. Sous la pression de cet *aggiornamento* des rapports sciences-sociétés, ils ont évolué. Ceci s'est fait largement sous l'injonction du politique, mais aussi à travers une prise de conscience par les scientifiques eux-mêmes de l'évolution des besoins de connaissances. Les organismes qui ont en charge la conduite d'une recherche "à finalités économique et sociale" sont certes les premiers concernés, mais la recherche, "fondamentale" elle-même a eu à se redéfinir. C'est ce dont témoigne, par exemple, pour le CNRS, la réforme du Comité national de la recherche scientifique et tout particulièrement le fait qu'elle soit explicitement placée sous le signe de l'interdisciplinarité. Il serait intéressant d'examiner sous cet angle les "schémas stratégiques" et autres "projets d'établissement" que les différents grands organismes de recherche français publient en ce moment à tour de rôle.

Cette double évolution en implique une autre, à savoir un nécessaire renforcement de la coopération entre organismes. L'interdisciplinarité, mais aussi la nécessité de mêler disciplines fondamentales et sciences de l'ingénieur suffiraient déjà à y contraindre. Le renforcement des solidarités et des

contraintes internationales en matière de programmation scientifique joue dans le même sens. Il en va de même pour la raréfaction des moyens, qui oblige à rechercher les "économies d'échelle" et les complémentarités fonctionnelles.

C'est dans ce contexte que le lancement de *Natures, Sciences, Sociétés* prend tout son sens. Le fait que ce lancement ait été rendu possible par une coopération entre quatre organismes de recherche (CEMAGREF, CNRS, IFREMER, INRA) mêlant "recherche fondamentale" et "recherche finalisée" et un ministère (celui de l'Environnement) est hautement symbolique et résume à soi seul tout ce qui a été dit ci-dessus.

Mais ce symbole renvoie maintenant à un triple enjeu ; le premier est de fond : il s'agit de donner corps à un projet et à une démarche scientifiques ; le second et le troisième sont de forme : il faut faire converger les efforts de toutes les communautés scientifiques françaises concernées, pour leur permettre de se positionner aux différents niveaux internationaux auxquels elles ont nécessairement affaire.

Natures, sciences, sociétés peut jouer là un rôle essentiel si, profitant de la tribune qu'elle offre, tous ceux qui sont concernés l'utilisent.